

# 14 février 2020 : déclarons notre amour à la Sécu !

**11h30** - repas revendicatif devant le Centre Hospitalier de Blois

**13h45** - rassemblement pour le départ de la manif du CH Blois

## Avec 3 actions

**Conseil départemental** - « De la dignité pour nos enfants, nos ados et nos aîné-es »

**Agence Régionale Santé** - « L'austérité tue la santé »

**Hôpital de Blois** - « Déclarons notre amour à l'hôpital public »

### AGNÈS BUZYN FACE AU MOUVEMENT DE GRÈVE DES URGENCES



# 14 février 2020 : déclarons notre amour à la Sécu !

Nos organisations le dénoncent depuis plus de 10 semaines déjà : le gouvernement mène une guerre sans merci contre tous nos conquits sociaux, notamment ceux qui touchent à la sécurité sociale. Après l'assurance chômage, la solidarité intra et intergénérationnelle de notre système de retraite est dans le viseur de Macron et de sa clique.

Malgré toutes les argumentations mensongères données par les représentant-es de la LREM dans les multiples médias, la population, qui soutient toujours le mouvement majoritairement, a bien compris que la « Retraite à points » n'avait qu'un seul but : faire baisser le niveau des pensions pour toutes et tous. Avec comme objectif de développer la capitalisation pour tous les salarié-es qui en auront les moyens et d'engraisser le secteur financier. Pour les autres, tant pis, ils et elles devront se satisfaire du minimum que daigneront leur octroyer les futurs gouvernements, puisque rien ne peut être assuré dans la loi... Foi de Conseil d'État !

C'est exactement le même principe qui est mis à l'œuvre pour détruire la protection sociale en France. De décennies en décennies, de la loi Bachelot à la loi Buzyn, de plan régional santé I en plan régional santé III, la santé publique et l'action sociale sont démantelées par vagues de suppressions de lits, de fermetures de services, de fusions d'établissements, etc. Les personnels ont beau être en grève depuis les mois pour exiger des moyens humains et financiers, le gouvernement reste sourd aux revendications.

Parce que l'ensemble de la Sécurité sociale (assurance maladie, vieillesse, famille chômage), ciment de notre société solidaire, doit rester basé sur les cotisations sociales salariales et patronales et non être bradé aux officines privées, nos organisations appellent les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et la jeunesse à venir défendre la santé publique le vendredi 14 février 2020.

